

RCS : LISIEUX  
Code greffe : 1407

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de LISIEUX atteste l'exactitude des informations transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

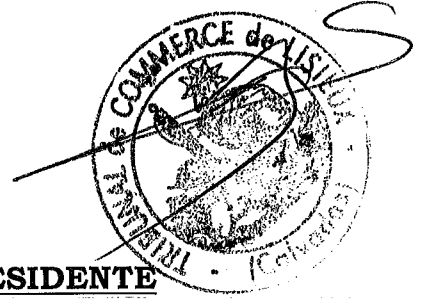
Numéro de gestion : 2019 B 00382  
Numéro SIREN : 832 408 967  
Nom ou dénomination : 2 C S M

Ce dépôt a été enregistré le 26/01/2022 sous le numéro de dépôt 226

Dépôt 2022/226  
du 26/01/2022

**2 C S M**

Société par actions simplifiée au capital de 4.500 €uros  
Siège social : 1 Chemin de la Bruyère  
14130 LES AUTHIEUX SUR CALONNE  
R.C.S LISIEUX 832 408 967



**PROCES-VERBAL DES DECISIONS DE LA PRESIDENTE**  
**DU 6 JANVIER 2022**

L'AN DEUX MIL VINGT DEUX  
Le six janvier  
A 10h00

La Société D.N.T.N, représentée par Monsieur Daniel FREIRE.

Agissant en qualité de Présidente de la Société 2 C S M sus-désignée,

A pris les décisions suivantes relatives à la réalisation de la réduction de capital autorisée par décision unanime des associés en date du 26 novembre 2021.

**EXPOSE**

La Présidente rappelle :

- que par décision unanime en date du 26 novembre 2021, la collectivité des associés a autorisé la réduction du capital social d'un montant de 1.500,00 €uros par voie de remboursement d'une somme de 355,00 €uros sur chaque action ;
- qu'elle a donné tous pouvoirs à la Présidente à l'effet de réaliser cette réduction dans un délai maximum de 2 mois à compter du jour de la décision unanime et de modifier corrélativement les statuts ;
- que le procès-verbal de la décision unanime des associés a été déposé au Greffe du Tribunal de commerce de Lisieux le 15 décembre 2021 et que ce dépôt faisait courir le délai légal d'opposition ;
- que l'avis de réduction du capital a été publié le 2 décembre 2021 dans le journal L'AGRICULTEUR NORMAND ;

BP

- qu'à la date du 6 janvier 2022, soit à l'expiration du délai de vingt jours fixé à l'article R. 225-152 du Code de commerce, aucune opposition de créanciers n'a été signifiée à la Société.

### **REDUCTION DU CAPITAL SOCIAL**

Usant de l'autorisation conférée par la décision unanime des associés ci-dessus visée, la Présidente décide la réalisation avec effet du 26 novembre 2021 de la réduction du capital social de 4.500,00 €uros à 3.000,00 €uros.

Le remboursement d'une somme de 355,00 €uros sur le nominal de chaque action de 10,00 €uros interviendra à la date du 6 janvier 2022.

### **MODIFICATION DES STATUTS**

En conséquence, la Présidente décide de modifier comme suit les articles 6 et 7 des statuts :

#### ARTICLE 6 - APPORTS

Il est ajouté à cet article l'alinéa suivant :

"Aux termes d'une décision unanime des associés en date du 26 novembre 2021, le capital social a été réduit de 1.500,00 €uros pour être ramené à 3.000,00 €uros par voie de remboursement d'une somme de 355,00 €uros sur chaque action."

#### ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

"Le capital social est fixé à la somme de **TROIS MILLE EUROS (3.000 Euros)** divisé en **TROIS CENT CINQUANTE actions** égales de **DIX EUROS (10,00 Euros)** chacune de valeur nominale, entièrement souscrites et libérées à hauteur de la moitié, numérotées de 1 à 300, attribuées aux associés en proportion de leurs apports, savoir :

- **A la société LEM 14**  
A concurrence de cent cinquante parts numérotées de 1 à 150,  
ci..... 150 actions
  
  - **Par la société LE ROY DEVELOPPEMENT**  
A concurrence de cent cinquante parts numérotées de 151 à 300,  
ci..... 150 actions
- 
- **Ensemble** **300 actions"**

BT

## POUVOIRS

La Présidente donne tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du présent procès-verbal pour accomplir toutes les formalités nécessaires.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé par la Présidente.

D.N.T.N  
Daniel FREIRE

A handwritten signature in black ink, consisting of several loops and a final flourish, enclosed within a large, irregular oval shape.

Enregistré à : SERVICE DE LA PUBLICITE FONCIERE ET DE  
L'ENREGISTREMENT  
CAEN 1

Le 10/01/2022 Dossier 2022 00002572, référence 1404P01 2022 A 00059  
Enregistrement : 0 € Penalités : 0 €  
Total liquidé : Zero Euro  
Montant reçu : Zero Euro

Dépôt 2022/226  
du 26/01/2022

**Les soussignés :**

\* **La société LEM 14**, Société à responsabilité limitée au capital de 2.500 Euros, ayant son siège social à NOYERS BOCAGE (Calvados), Hameau Belle Jambe, immatriculée au RCS de CAEN sous le numéro 509 266 516,

Représentée par Monsieur Frédéric LEMENAGER, agissant en sa qualité de gérant de ladite société et déclarant avoir tous pouvoirs à l'effet des présentes,

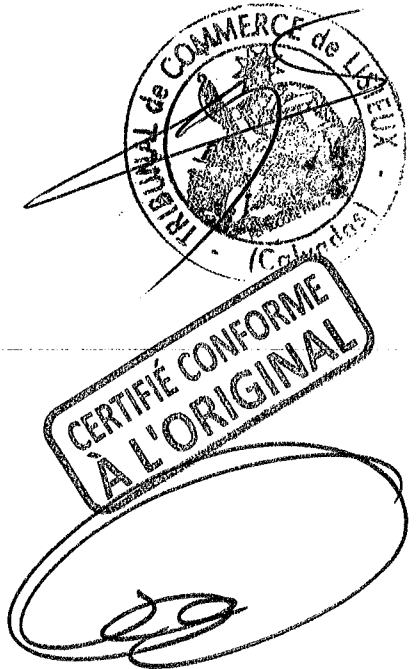
\* **La société D.N.T.N.**, Société à responsabilité limitée au capital de 2.000 Euros, ayant son siège social à SAINT AUBIN D'ARQUENAY (Calvados), 20 Rue du Général de Gaulle, immatriculée au RCS de CAEN sous le numéro 808 507 768,

Représentée par Monsieur Daniel FREIRE, agissant en sa qualité de gérant de ladite société et déclarant avoir tous pouvoirs à l'effet des présentes,

\* **La société LE ROY DEVELOPPEMENT**, Société à responsabilité limitée au capital de 7.500 Euros, ayant son siège social à LES AUTHIEUX SUR CALONNE (Calvados), 1 Chemin de la Bruyère, immatriculée au RCS de LISIEUX sous le numéro 809 250 996,

Représentée par Monsieur Didier LE ROY, agissant en sa qualité de gérant de ladite société et déclarant avoir tous pouvoirs à l'effet des présentes,

*Ont établi ainsi qu'il suit les statuts de la société devant exister entre eux.*



## STATUTS

### TITRE I - FORME - OBJET - DÉNOMINATION - SIÈGE - DURÉE

#### Article 1 - FORME

La société a la forme d'une société par actions simplifiée et sera régie par les lois en vigueur, et notamment par les articles L.227-1 à L.227-20 du Code de commerce relatifs aux sociétés par actions simplifiées et par les présents statuts. Elle ne peut faire publiquement appel à l'Épargne.

Les soussignés sont associés, et, à tout moment, il pourra s'adjoindre un ou plusieurs associés.

#### Article 2 - OBJET SOCIAL

La société a pour objet : En France ou dans tous autres pays.

- L'activité de marchands de bien et location de biens et d'immeubles,
- L'achat de terrains et leur revente, éventuellement sous forme de lots, l'achat et la revente de maison, fond de commerce, constructions.
- Toutes opérations se rapportant aux conseils en matière immobilière.
- La création ; l'acquisition la location ; la prise en location gérance de tous fond de commerce ; la prise à bail ; l'installation ; l'exploitation de tous établissement, fonds de commerce, usines, atelier se rapportant à l'une ou l'autre des activités spécifiques.
- La prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés et brevets concernant ces activités
- Et généralement, toutes opérations industrielles, commerciales ou financières, mobilières ou immobilières, pouvant se rattacher à l'objet social et à tous objets connexes et susceptibles d'en faciliter le développement ou la réalisation ou à tous objets similaires, connexes ou complémentaires ou susceptibles d'en favoriser la réalisation, ou encore qui seraient de nature à faciliter, favoriser ou développer son commerce et son industrie.
- Audit, études, diagnostics, contrôles périodiques en matière immobilière,
- Formation, conseil, Organisations de séminaires.
- Courtage de travaux,
- Achat, vente et location de matériels, notamment de véhicules,

Le droit de vote appartient au Bailleur pour toutes les assemblées délibérant sur des modifications statutaires ou le changement de nationalité de la Société. Pour toutes les autres décisions, le droit de vote et les autres droits attachés aux actions louées, et notamment le droit aux dividendes, sont exercés par le Locataire, comme s'il était usufruitier des actions, le Bailleur en étant considéré comme le nu-proprétaire.

A compter de la délivrance des actions louées au locataire, la Société doit lui adresser toutes les informations normalement dues aux associés et prévoir sa participation et son vote aux assemblées.

## **TITRE V - DIRECTION ET CONTRÔLE DE LA SOCIÉTÉ**

### **ARTICLE 17 - PRÉSIDENT**

La société est administrée et dirigée par un Président, personne physique ou morale.

Le Président est nommé ou renouvelé dans ses fonctions, pour une durée déterminée ou indéterminée, par décision de l'associé unique ou décision collective ordinaire des associés qui peu(ven)t le révoquer à tout moment.

Lorsqu'une personne morale est nommée Président, les dirigeants de ladite personne morale sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient Président en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

### **ARTICLE 18 - POUVOIRS DU PRÉSIDENT**

#### **18.1. Représentation de la société par le président. Attributions**

##### 18.1.1. Rapports avec les tiers

Le président représente la société à l'égard des tiers.

Le président est investi, en vertu de la loi, des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la société ; il les exerce dans la limite de l'objet social et sous réserve de ceux expressément attribués par la loi aux associés.

La société est engagée même par les actes du président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que les tiers savaient que l'acte dépassait cet objet ou qu'ils ne pouvaient l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Toute limitation par les présents statuts des pouvoirs du président est inopposable aux tiers.

##### 18.1.2. Dans les rapports entre associés

Le président assume, sous sa responsabilité, la direction générale de la société.

Dans les rapports entre associés, le président peut accomplir tous actes de direction, de disposition, de gestion et d'administration de la société, dans la limite de l'objet social et des prérogatives des décisions d'associés.

#### **18.2. Arrêté des comptes**

Le président arrête les comptes à la fin de chaque exercice social, en se conformant aux prescriptions légales et réglementaires, en dressant l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif, le bilan, le compte de résultat et l'annexe. Il établit le rapport de gestion prescrit par la loi.

#### **18.3. Délégation de pouvoir**

Le président peut confier à tous mandataires de son choix tous mandats spéciaux pour un ou plusieurs objets déterminés.

#### **18.4. Rémunération**

Le président a droit en rémunération de ses fonctions à un traitement fixe, ou proportionnel, ou à la fois fixe et proportionnel aux bénéfices ou au chiffre d'affaires.

Le montant et les modalités de règlement de cette rémunération seront fixés par décision de l'associé unique ou décision collective ordinaire des associés.

En outre, le président a droit au remboursement de ses frais de représentation et de déplacement sur justification.

#### **18.5. Responsabilité du président**

Le président est responsable envers la société ou envers les tiers, soit des infractions aux dispositions légales régissant les sociétés par actions simplifiées, soit des violations des présents statuts, soit des fraudes commises par lui dans sa gestion.

## **18.6. Durée du mandat. Cessation des fonctions de président**

18.6.1. Le président est nommé pour une durée fixée dans la décision qui le nomme et à défaut pour une durée indéterminée.

18.6.2. Les fonctions du président prennent fin par son décès, interdiction, faillite personnelle, redressement ou liquidation judiciaire, révocation ou démission, ou encore par survenance d'incapacité physique ou mentale.

18.6.3. Le président est révocable à tout moment par décision de l'associé unique ou décision collective ordinaire des associés statuant à la majorité des deux tiers des voix des associés disposant du droit de vote.  
La décision de révocation n'a pas à être motivée.

18.6.4. Le président peut se démettre de ses fonctions à charge de prévenir les actionnaires de son intention à cet égard, trente (30) jours au moins à l'avance, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, sous réserve du droit pour la société de demander au président qui démissionnerait par malice ou sans cause légitime, des dommages-intérêts.

## **ARTICLE 19 - DIRECTEUR GÉNÉRAL ET DIRECTEURS GÉNÉRAUX DÉLÉGUÉS**

### **19.1. Qualité et nombre**

Le président pourra être assisté d'un directeur général, et d'un ou plusieurs directeurs généraux délégués, personnes physiques, associées ou non de la société.

Sur la proposition du président, le directeur général et les directeurs généraux délégués sont nommés par décision de l'associé unique ou décision collective ordinaire des associés statuant à la majorité de 75% des voix des associés disposant du droit de vote.

La durée des fonctions du directeur général et des directeurs généraux délégués est fixée dans la décision de nomination ; leur mandat est renouvelable sans limitation.

### **19.2. Mission et pouvoirs**

Sauf limitation fixée par la décision de nomination ou par décision ultérieure, le directeur général et les directeurs généraux délégués disposent des mêmes pouvoirs de direction que le Président.

A l'égard des tiers, ils disposent des mêmes pouvoirs de représentation de la société que le Président.

### **19.3. Démission. Révocation**

Le directeur général et les directeurs généraux délégués pourront démissionner de leur mandat sous réserve de respecter un préavis d'UN (1) mois.

Ils sont révocables à tout moment, par décision de l'associé unique ou décision collective ordinaire des associés, statuant à la majorité de 75% des voix des associés disposant du droit de vote, sans qu'il soit besoin d'un juste motif et sans droit à indemnisation.

En cas de décès, démission ou révocation du président, le directeur général et les directeurs généraux délégués conservent, sauf décision contraire de l'associé unique ou des associés délibérant dans les conditions prévues pour les décisions ordinaires, leurs fonctions et attributions jusqu'à la nomination du nouveau président.

### **19.4. Rémunération**

La décision nommant le directeur général et les directeurs généraux délégués fixe les modalités de leur rémunération.

## **ARTICLE 20 - CONVENTION ENTRE LA SOCIÉTÉ ET LA DIRECTION**

Les conventions qui peuvent être passées entre la société et son Président, l'un de ses dirigeants ou l'un de ses associés disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à la quotité fixée par la loi ou, s'il s'agit d'une société associée, la société la contrôlant au sens de l'article L.233-3 du Code de commerce, sont soumises aux formalités de contrôle prescrites par l'article L.227-10 du Code de commerce.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée et éventuellement pour le Président et les autres dirigeants d'en supporter les conséquences pour la société.

Les dispositions qui précèdent ne sont pas applicables aux conventions portant sur les opérations courantes et conclues à des conditions normales, mais ces conventions doivent être transmises au commissaire aux comptes.

Les interdictions prévues à l'article L.225-43 du Code de commerce s'appliquent, dans les conditions déterminées par cet article, au Président et aux dirigeants de la société.

## **ARTICLE 21 – COMMISSAIRES AUX COMPTES**

En application des articles L.227-9-1 et R.227-1 du Code de commerce, il n'est pas désigné, dans le cadre de la constitution de la présente société, un commissaire aux comptes titulaire et un commissaire aux comptes suppléant.

Au cours de la vie sociale, la collectivité des associés désignera s'il y a lieu, aux conditions de majorité prévues pour les décisions ordinaires et dans les conditions et avec la mission fixées par la loi, un ou plusieurs commissaires aux comptes titulaires, dont les fonctions expireront à l'issue de la décision collective statuant sur les comptes du sixième exercice.

Un ou plusieurs commissaires suppléants, appelés à remplacer les titulaires en cas de décès, de démission, d'empêchement ou de refus de ceux-ci, seront désignés pour une même durée par les associés.

Les commissaires exerceront leurs fonctions conformément à la Loi.

## **TITRE VI – DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE OU DECISIONS COLLECTIVES DES ASSOCIES**

### **Article 22 – DÉCISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE**

Les décisions de l'associé unique doivent être prises dans l'intérêt exclusif de la société.

L'associé unique ne peut déléguer les pouvoirs qui, dans une SAS pluripersonnelle, relèvent de la compétence des associés et notamment :

- augmentation, réduction ou amortissement du capital ;
- nomination des commissaires aux comptes ;
- toutes questions relatives à l'approbation des comptes annuels et aux bénéfices ;
- opérations de fusion, scission, dissolution et transformation.

Lorsque les dispositions légales prévoient l'intervention d'un ou plusieurs commissaires aux comptes préalablement à la consultation des associés, l'associé unique devra les informer de ses décisions en temps utile pour qu'ils puissent accomplir leur mission.

Les décisions de l'associé unique devront être répertoriées, à peine de nullité, dans un registre coté et paraphé dans les mêmes conditions que les registres d'assemblées générales de sociétés.

Toutefois, les décisions peuvent être reportées sur des feuilles mobiles, numérotées sans discontinuité, paraphées.

Dès qu'une feuille a été remplie, même partiellement, elle doit être jointe à celles précédemment utilisées. Toute addition, suppression, substitution ou interversion de feuilles est interdite.

### **Article 23 – DECISIONS COLLECTIVES DES ASSOCIES**

Sauf dans les cas prévus ci-après, les décisions collectives des associés sont prises, au choix du Président, en assemblée ou par consultation par correspondance.

Elles peuvent aussi s'exprimer dans un acte. Tous moyens de communication (vidéoconférences, courriels, télécopie, etc.) peuvent être utilisés dans l'expression des décisions.

Sont prises obligatoirement en assemblée les décisions relatives à l'augmentation, l'amortissement ou la réduction du capital, la fusion, la scission, la dissolution, la nomination des commissaires aux comptes, l'approbation des comptes annuels, et l'affectation des résultats, et l'exclusion d'un associé.

En outre la tenue d'une assemblée est de droit, pour toute décision, si la demande en est faite par un ou plusieurs associés représentant 50 % au moins du capital.

Les assemblées générales ordinaires sont celles qui sont appelées à prendre les décisions qui ne modifient pas les statuts.

Les assemblées générales extraordinaires sont celles appelées à décider ou autoriser des modifications des statuts et notamment l'augmentation ou la réduction du capital, la fusion, la scission, la dissolution de la société et l'exclusion d'un associé.

### **Article 24 – CONVOCATION ET RÉUNION DES ASSEMBLÉES GÉNÉRALES**

Les assemblées générales sont convoquées par le Président.

La demande de tenue d'une assemblée peut être faite par un ou plusieurs associés représentant 50% au moins du capital.

Dans ce cas le ou les associés devront adresser leur demande au Président.

En cas de défaillance du Président, et trente (30) jours après l'envoi de la demande, l'assemblée générale pourra être convoquée par l'associé ou l'un des associés demandeurs.

Pendant la période de liquidation, les assemblées sont convoquées par le ou les liquidateurs.

Les assemblées générales sont réunies au siège social ou en tout autre lieu indiqué dans l'avis de convocation.

La convocation est faite quinze (15) jours au moins avant la date de l'assemblée générale, par tous moyens.

## **Article 25 – ORDRE DU JOUR**

L'ordre du jour des assemblées est arrêté par l'auteur de la convocation.

Un ou plusieurs associés, représentant au moins la quotité du capital social requise et agissant dans les conditions et délais fixé par la loi, ont la faculté de requérir, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, l'inscription à l'ordre du jour de l'assemblée de projets de résolutions.

L'assemblée ne peut délibérer sur une question qui n'est pas inscrite à l'ordre du jour, lequel ne peut être modifié sur deuxième convocation. Elle peut toutefois, en toutes circonstances, révoquer le Président, un ou plusieurs dirigeants et procéder à leur remplacement.

## **Article 26 – ADMISSION AUX ASSEMBLÉES – POUVOIRS**

Tout associé a le droit de participer aux assemblées générales et aux délibérations personnellement ou par mandataire, quel que soit le nombre de ses actions, sur simple justification de son identité, dès lors que ses titres sont inscrits en compte à son nom.

## **Article 27 – TENUE DE L'ASSEMBLÉE - BUREAU – PROCÈS-VERBAUX**

Une feuille de présence est émarginée par les associés présents et les mandataires. Sont annexés le cas échéant à la feuille de présence les pouvoirs donnés à chaque mandataire. La feuille de présence est certifiée exacte par le bureau de l'assemblée. Les assemblées sont présidées par le Président ou en son absence par un dirigeant spécialement délégué à cet effet par l'assemblée.

L'assemblée désigne un secrétaire qui peut être pris en dehors de ses membres.

Les délibérations des assemblées sont constatées par des procès-verbaux signés par le Président et le secrétaire et établis sur un registre spécial, conformément à la loi. Les copies et extraits de ces procès-verbaux sont valablement certifiés par le Président.

## **Article 28 – VOTE**

Chaque action donne droit à une voix.

Le vote s'exprime à main levée, ou par appel nominal, ou au scrutin secret, selon ce qu'en décide le Président de l'assemblée.

## **Article 29 – ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE**

L'assemblée générale ordinaire prend les décisions qui n'ont pas pour objet de modifier les statuts ou celles prévues à l'article L. 227-19 du code de commerce qui exigent l'unanimité des associés.

L'assemblée générale ordinaire est réunie au moins une fois l'an, dans les six (6) mois de la clôture de l'exercice social, pour statuer sur les comptes de cet exercice, sous réserve de prolongation de ce délai par décision de justice.

Elle statue à la majorité des voix dont disposent les associés présents ou représentés. Toutefois, l'approbation des comptes annuels, l'affectation des résultats, et la nomination des commissaires aux comptes ne peuvent être prises qu'à la majorité des voix dont disposent tous les associés.

## **Article 30 – ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE**

L'assemblée générale extraordinaire peut modifier les statuts dans toutes leurs dispositions et décider notamment la transformation de la société en société d'une autre forme, civile ou commerciale.

Les décisions sont prises à la majorité des deux tiers des voix dont disposent les associés disposant du droit de vote.

Toutefois, ne pourront être adoptées ou modifiées qu'à l'unanimité des associés, les clauses statutaires relatives à :

- l'inaliénabilité des actions;
- le droit de préemption ;
- l'agrément lors des cessions d'actions;
- l'exclusion d'un associé ;
- la suspension des droits de vote d'un associé dont le contrôle est modifié.

En outre toutes décisions visant à augmenter les engagements des associés ne peuvent être prises sans le consentement de ceux-ci.

## **Article 31 – CONSULTATION ECRITE**

Toutes les décisions collectives autres que celles obligatoirement prises en assemblée et visées à l'article 23 peuvent être prises par consultation écrite.

A l'appui de la demande de consultation écrite, le texte des résolutions proposées, ainsi que les documents nécessaires à l'information des associés, sont adressés à ceux-ci par lettre recommandée.

Les associés doivent, dans un délai maximal de quinze (15) jours à compter de la date de réception des projets de résolutions, émettre leur vote par écrit.

Pendant ledit délai, les associés peuvent exiger de la gérance les explications complémentaires qu'ils jugent utiles.

Chaque associé dispose d'un nombre de voix égal à celui des parts sociales qu'il possède.

Pour chaque résolution le vote est exprimé par "oui" ou par "non". Tout associé qui n'aura pas adressé sa réponse dans le délai maximal fixé ci-dessus sera considéré comme s'étant abstenu.

## **Article 32 – DROIT DE COMMUNICATION DES ASSOCIES**

Chaque associé a le droit, à toute époque, de prendre connaissance ou copie au siège social des statuts à jour de la société ainsi que des documents ci-après concernant les trois (3) derniers exercices sociaux :

- liste des associés avec le nombre d'actions dont chacun d'eux est titulaire et, le cas échéant, le nombre de droits de vote attachés à ces actions ;
- les comptes annuels comprenant le bilan, le compte de résultat et l'annexe ;
- les inventaires ;
- les rapports et documents soumis aux associés à l'occasion des décisions collectives ;
- les procès-verbaux des décisions collectives comportant en annexe, le cas échéant, les pouvoirs des associés représentés.

## **TITRE VII - COMPTES ANNUELS - AFFECTATION ET RÉPARTITION DES BÉNÉFICES**

### **Article 33 – EXERCICE SOCIAL**

L'exercice social a une durée de douze (12) mois consécutifs qui commence le 1<sup>er</sup> Juillet et finit le 30 Juin.

Par exception, le premier exercice social couvrira la période s'étendant entre l'immatriculation de la société et le 30 juin 2018.

### **Article 34 – INVENTAIRE - COMPTES ANNUELS**

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales, conformément à la Loi.

A la clôture de chaque exercice, le Président dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date. Il dresse également le bilan décrivant les éléments actifs et passifs et faisant apparaître de façon distincte les capitaux propres, le compte de résultat récapitulatif des produits et des charges de l'exercice, ainsi que l'annexe complétant et commentant l'information donnée par le bilan et le compte de résultat.

Il est procédé, même en cas d'absence ou d'insuffisance du bénéfice, aux amortissements et provisions nécessaires.

Un état des cautionnements, avals et garanties donnés et des sûretés consenties par la société est annexé au bilan, ainsi qu'un tableau faisant apparaître la situation des filiales et des participations.

Il établit un rapport de gestion sur la situation de la société durant l'exercice écoulé, son évolution prévisible, les événements importants survenus entre la date de clôture de l'exercice et la date à laquelle il est établi, ses activités en matière de recherche et de développement.

Ces comptes annuels doivent être réguliers, sincères et donner une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société.

### **Article 35 – FIXATION - AFFECTATION - RÉPARTITION DU RÉSULTAT**

Le compte de résultat qui récapitule les produits et les charges de l'exercice fait apparaître par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice ou la perte de l'exercice.

Sur le bénéfice de l'exercice il est d'abord prélevé une somme égale au montant des reports déficitaires antérieurs s'il y a lieu. Il est ensuite prélevé un vingtième (5%) du bénéfice pour constituer le fonds de réserve légale.

Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le montant de la réserve légale atteint le dixième du capital social. Puis il est procédé, s'il y a lieu, à la dotation des réserves fiscales, conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Le solde, augmenté le cas échéant des reports bénéficiaires, constitue le bénéfice distribuable.  
L'associé unique ou l'assemblée générale a la faculté :

- de reporter à nouveau ce bénéfice en vue de l'affecter ultérieurement ;
- de l'affecter totalement ou partiellement à la dotation de tout fonds de réserve facultative, ordinaire ou extraordinaire ;
- de prélever sur ce bénéfice un dividende aux associés.

L'associé unique ou l'assemblée générale peut, en outre, décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition, en indiquant expressément les postes de réserve sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

Hors le cas de réduction de capital, aucune distribution ne peut être faite aux associés lorsque l'actif net est, ou deviendrait à la suite de celle-ci, inférieur au montant du capital augmenté des réserves que la Loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer.

L'associé unique ou l'assemblée générale ne peut décider la distribution d'un dividende qu'après avoir :

- approuvé les comptes ;
- constaté l'existence de sommes distribuables ;
- vérifié que le poste « frais d'établissement » et « frais de recherche appliquée et de développement » figurant au bilan ont été apurés ou qu'il existe des réserves libres d'un montant au moins égal à celui des frais restant à amortir.

### **Article 36 – MODALITÉS DE PAIEMENT DES DIVIDENDES**

**36.1.** L'assemblée générale a la faculté d'accorder à chaque associé, pour tout ou partie du dividende mis en distribution, une option entre le paiement du dividende en actions dans les conditions définies par la Loi, ou en numéraire.

**36.2.** Les modalités de mise en paiement des dividendes en numéraire sont fixées par l'assemblée générale.

La mise en paiement des dividendes en numéraire doit avoir lieu dans un délai maximal de neuf (9) mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par autorisation du Président du Tribunal de Commerce.

La demande de paiement du dividende en actions doit intervenir dans un délai fixé par l'assemblée, sans qu'il puisse être supérieur à trois mois à compter de celle-ci.

Aucune répétition de dividende ne peut être exigée des actionnaires, sauf lorsque la distribution a été effectuée en violation des dispositions légales et que la société établit que les bénéficiaires avaient connaissance du caractère irrégulier de cette distribution au moment de celle-ci ou ne pouvaient l'ignorer compte tenu des circonstances. Le cas échéant, l'action en répétition est prescrite trois ans après la mise en paiement de ces dividendes.

Les dividendes non réclamés dans les cinq ans de leur mise en paiement sont prescrits.

## **TITRE VIII - TRANSFORMATION - DISSOLUTION – LIQUIDATION**

### **Article 37 – PERTE DE LA MOITIÉ DU CAPITAL**

Si, du fait de pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le Président est tenu, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, de convoquer l'associé unique ou l'assemblée générale extraordinaire des associés à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, dans le délai fixé par la Loi et sous réserve des dispositions légales relatives au capital minimum, réduit d'un montant égal à celui des pertes constatées si, dans ce délai, les capitaux propres ne sont pas redevenus au moins égaux à la moitié du capital social.

Dans les deux cas, la décision de l'associé unique ou de l'assemblée générale est publiée dans les conditions définies par la Loi.

En cas d'inobservation de ces prescriptions, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la société. Il en est de même si les actionnaires n'ont pu délibérer valablement.

Toutefois, le tribunal ne peut prononcer la dissolution si, au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

## **Article 38 – DISSOLUTION – LIQUIDATION**

Hors les cas de dissolution judiciaire prévus par la Loi, il y aura dissolution de la société à l'expiration du terme fixé par les statuts ou par décision de l'associé unique ou de l'assemblée générale extraordinaire des associés.

Un ou plusieurs liquidateurs sont alors nommés par l'associé unique ou l'assemblée générale extraordinaire.

Le liquidateur représente la société. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif, même à l'amiable. Il est habilité à payer les créanciers et répartir le solde disponible.

L'associé unique ou l'assemblée générale des associés peut autoriser le liquidateur à continuer les affaires en cours ou à en engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation.

Le partage de l'actif net subsistant après remboursement du nominal des actions est effectué entre les associés dans les mêmes proportions que leur participation au capital.

## **Article 39 – TRANSFORMATION**

La société peut se transformer en société d'une autre forme.

La décision de transformation est prise sur le rapport du ou des commissaires aux comptes, et selon les règles édictées par la Loi suivant la forme que doit adopter la société.

## **Article 40 – COMITÉ D'ENTREPRISE**

Les délégués du comité d'entreprise exercent les droits qui leur sont attribués par la loi auprès du Président.

## **Articles 41 – CONTESTATIONS**

Toutes les contestations qui pourraient s'élever pendant la durée de la société ou de sa liquidation, soit entre les associés, la Direction et la société, soit entre les associés eux-mêmes, relativement aux affaires sociales, seront jugées conformément à la Loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents.

## **TITRE IX – NOMINATION - JOUISSANCE DE LA PERSONNALITE MORALE - FORMALITES CONSTITUTIVES**

### **ARTICLE 42 – NOMINATION DU PREMIER PRESIDENT DE LA SOCIETE**

L'assemblée des associés décide de nommer en qualité de premier Président de la société, la société D.N.T.N. (SARL) représentée par M. Daniel FREIRE, né le 12 Mai 1974 à OTTIGNIES (Belgique), demeurant à St Aubin d'Arquenay (14970), Rue du Général de Gaulle.

est nommée pour une durée indéterminée et sa rémunération sera fixée ultérieurement.

, soussignée, intervenant aux présentes, déclare :

- accepter les fonctions qui lui sont confiées ;
- remplir toutes les conditions pour exercer les fonctions de Président ;
- qu'il n'existe aucune incompatibilité ou interdiction à l'exercice desdites fonctions ;
- et qu'elle exercera lesdites fonctions dans les conditions fixées par la loi et conformément aux pouvoirs qui lui sont dévolus dans les présents statuts.

### **Article 43 – JOUISSANCE DE LA PERSONNALITE MORALE**

La société ne jouira de la personnalité morale qu'à compter du jour de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.

### **Article 44 – PUBLICITE**

En vue d'accomplir la publicité relative à la constitution de la société tous pouvoirs sont donnés au porteur d'un original des présents statuts pour faire publier la présente société.

En outre, tous pouvoirs sont donnés à, sus nommée, à l'effet :

- de signer et de faire publier l'avis de constitution dans un journal d'annonces légales dans le département du siège social;
- de procéder à toutes formalités en vue de l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés et notamment de signer la demande d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

**Article 45 – ETAT DES ACTES ACCOMPLIS  
POUR LE COMPTE DE LA SOCIETE EN FORMATION**

Un état des actes accomplis pour le compte de la Société en formation, avec l'indication pour chacun d'eux de l'engagement qui en résulte pour la Société est annexé aux présents statuts.  
L'immatriculation de la société emportera de plein droit reprise par elle des actes et engagements mentionnés dans l'état visé ci-dessus.

**Article 24 – FORMALITES DE PUBLICITE – POUVOIRS – FRAIS**

Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'un original ou d'une copie certifiée conforme des présentes pour effectuer l'ensemble des formalités légales relatives à la constitution de la société.

Il a été fait cinq (5) exemplaires originaux des présents statuts

Fait à CAEN

Le Vendredi 15 Septembre 2017

**Pour la société D.N.T.N.**  
Monsieur Daniel FREIRE  
Président – Associé

**Pour la société LE ROY DEVELOPPEMENT**  
Monsieur Didier LE ROY  
Directeur Général – Associé

**Pour la société LEM 14**  
Monsieur Frédéric LEMENAGER  
Directeur Général Délégué - Associé